

## RUSSIE LES ALÉAS D'UN MARCHÉ D'IMPORTATION

Après trois mois de négociations, l'Union européenne et la Russie se sont mis d'accord début septembre sur de nouvelles modalités d'importation des viandes. A compter du 1<sup>er</sup> octobre et jusqu'à la fin 2004, un certificat sanitaire unique va progressivement remplacer ceux en vigueur, tandis que s'appliquera le principe de la régionalisation en cas de problème sanitaire. Les expéditions européennes vers la Russie vont donc pouvoir se poursuivre, dans la limite du quota mis en place il y a deux ans (227 300 tonnes de viande de porc en 2004 pour l'UE à 25, sur un total de 450 000 tonnes) et dans un contexte très concurrentiel.

Le début des années 90 a été pour les productions animales russes le témoin de fortes décapitalisations, liées au changement de régime. Le mouvement s'est poursuivi durant le reste de la décennie. Il perdure aujourd'hui pour le troupeau bovin qui continue de décroître : à 25 millions de têtes, il touche un nouveau point bas en 2004, à peine à la moitié de ce qu'il était en moyenne de la période 1991-1995. Les bovins viande sont à 45%. Les vaches laitières à 56%. De nouvelles baisses sont attendues en 2005, à l'issue desquelles les effectifs bovins totaux devraient être amputés de 5%.

### Porc et volailles se redressent

La production porcine a un peu mieux résisté, comme la volaille. D'une part le cheptel porcin s'est repris à partir de 2001 : au 1<sup>er</sup> janvier 2003, ses effectifs totaux dépassaient de 10% ce qu'ils étaient deux ans auparavant. D'autre part, la productivité s'est améliorée ainsi que le poids des carcasses, ce qui s'est traduit par un accroissement de 15% de la production en-

tre ces deux mêmes années. Malheureusement, la baisse de la récolte céréalière 2003 a réduit les disponibilités en aliment et les poids des carcasses pour la campagne 2003-2004. Le nombre de porcs abattus a augmenté, avec pour conséquence une légère réduction de 1% en un an du cheptel au 1<sup>er</sup> juillet 2004 et une nouvelle progression prévue de 2% du tonnage produit en 2004, à 1,74 million de tonnes équivalent carcasse (téc). L'année 2005 devrait connaître un retour à la normale sous l'effet d'une meilleure couverture en aliment et du relèvement des prix du porc à la production. Une nouvelle croissance de 3% de la production porcine russe est attendue, à 1,79 million de téc. Les fermes privées continuent de se développer. En 2004 elles représentent la moitié des effectifs porcins, contre 46% deux ans auparavant. Elles ont moins réagi aux manques de ressources fourragères que les grandes entreprises (fermes collectives et d'État). Chez les ruminants, elles hébergeraient 46% des bovins

(54% des vaches laitières) et 72% des ovins-caprins.

Malgré des gains de productivité avérés, la production porcine russe est encore inférieure de 25% à celle de la France avec, aux erreurs d'estimation près, un cheptel 15% supérieur.

### Faible niveau de consommation

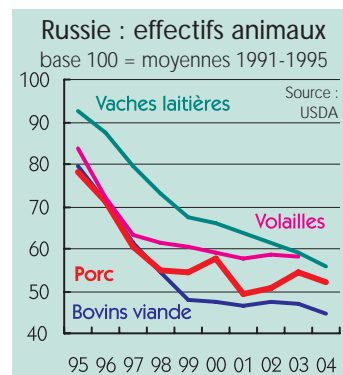
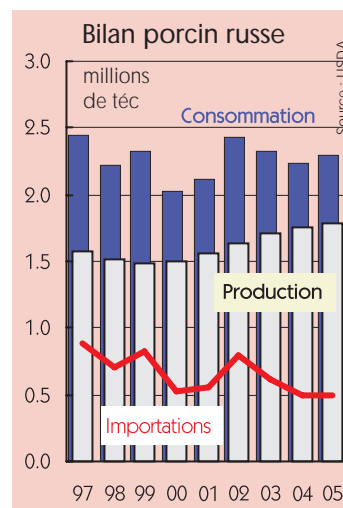
La population russe est de 144 millions d'habitants, 2,4 fois celle de la France. Elle diminue de 0,3% chaque année.

Le niveau de consommation carnée est faible : 49 kg par habitant et par an en 2002, dernière année de forte importation, juste avant la mise en place des quotas. Il était au plus bas en 1999. Il est moitié moindre que dans l'UE.

L'économie du pays s'est améliorée. Au cours des 5 dernières années, la croissance annuelle du Produit Intérieur Brut a été comprise entre 5 et 10% (7% prévus en 2004). Par contre, l'inflation avoisine 10% (moitié moindre qu'en 2001). La Russie a bénéficié de la fermeté des cours des produits pétroliers qui représentent 12% du PIB du pays, et plus de la moitié de la valeur de ses exportations. Cette dépendance est toutefois source de fragilité.

La lenteur des réformes structurelles de l'économie n'a pas permis de couvrir en interne les besoins générés par l'amélioration des revenus. D'où un recours accru aux fournitures extérieures. En 2002, les achats de viandes et poissons représentaient le premier poste en valeur des importations russes.

La consommation de viande de porc en Russie est donc largement dépendante de l'importation. Or, celle-ci s'est réduite ces dernières



années. Après le haut niveau atteint en 2002, la mise en place de quotas à l'importation a visé à protéger et encourager le développement de la production intérieure.

### De nouveaux fournisseurs

Avant la fièvre aphteuse qui s'est développée en Europe en 2001, l'UE était le principal fournisseur de viande et produits porcins de la Russie. Une situation qui avait pu se mettre en place du côté européen grâce à l'octroi, entre novembre 1998 et début septembre 1999, d'une super-restitution à destination de la Russie. En complément, une aide alimentaire de 60 000 tonnes avait été donnée par l'UE entre février et juin 1999, suivie d'une quantité équivalente début 2000 fournie par les États-Unis.

La fin des aides de l'UE, totalement supprimée à la mi-2000, a laissé le champ libre au Brésil, passé de 7% des achats russes de viande de porc en 2000 à 38% en 2001, puis 58% les années suivantes. D'autres pays ont émergé, comme la Pologne (13% sur les 5 premiers mois de 2004), la Chine (5%, à égalité avec le Danemark), et l'Ukraine (3%, comme l'Allemagne et la France) qui bénéficie, comme les pays de l'ex-URSS, d'un accès préférentiel.

### Les achats russes en dates

- Années 90. Chute de moitié des productions animales. Les achats de viandes et autres produits transformés, fruits, boissons... se développent pour satisfaire les besoins du pays.
- 1998. Crise économique, dévaluation de 40% du Rouble en août, renchérissement du coût des produits importés. Octroi en novembre d'une super restitution spéciale Russie au départ de l'UE (70 euros par 100 kg de viande).
- 1999. Bas prix du porc dans l'UE, aide alimentaire à la Russie (février-juin), et baisse en juillet de de la restitution spéciale à 53 euros. L'UE a vendu 553 000 tonnes de produits porcins,

- dont un quart a été fourni par la France.
- 2000. Aide alimentaire américaine.
- 2001. Fièvre aphteuse en Europe. Le Brésil conquiert des parts de marché et passe de 7 à 38% des achats russes de viande de porc (chapitre 0203).
- 2002. Nouvelle progression du Brésil (58% des importations, jusqu'en 2004).
- 2003. Limitation des achats de viandes par l'instauration au 1<sup>er</sup> mai de quotas par espèce : 450 000 tonnes pour la viande de porc (0203 : VFRC).
- 2004. Nouvelles procédures de sécurité sanitaire. Négociation avec l'UE pour la mise en place d'un certificat sanitaire unique.